



**Assemblée nationale
XIII^e législature
Session ordinaire de 2008-2009**

**Compte rendu
intégral**

Première séance du mercredi 14 janvier 2009

M. le président. La parole est à M. Jean-Christophe Cambadélis pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Christophe Cambadélis. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, au-delà de l'émotion face à cette nouvelle guerre au Proche-Orient, au-delà de la compassion légitime pour les populations endeuillées et les victimes, au-delà des craintes pour les répercussions dans le monde, plus particulièrement en France, au-delà des propositions du parti socialiste visant à créer une délégation ou un groupe de travail réunissant l'ensemble des groupes sur Israël et la Palestine, il nous faut, aujourd'hui, distinguer et proposer.

L'*intifada*, la guerre en Irak, la construction du mur, le retrait de Gaza, la victoire électorale du Hamas, l'affrontement entre le Hamas et l'Autorité palestinienne, l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit, l'assassinat d'autres, le blocus de Gaza ou encore la guerre du Liban : la logique est là, implacable, inextricable, imbriquée dans une descente aux enfers rythmée par les attentats suicides, les tirs de roquettes contre Israël et la riposte de l'armée israélienne.

M. Maxime Gremetz. Il ne s'agit pas d'une riposte !

M. Jean-Christophe Cambadélis. Cette riposte provoque un chaos régional, la mort et la destruction. Le Proche-Orient est une plaie ouverte au flanc du monde. Évidemment le Hamas a rompu la trêve : lorsqu'on rompt une trêve, ce n'est pas pour faire la paix.

Assurément la réponse, la riposte d'Israël est d'une violence implacable : lorsqu'on intitule une opération militaire « Plomb durci », ce n'est pas pour tendre la main. Évidemment, le Hamas réagissait à un blocus qui disait prendre sa source dans les attentats suicides et les tirs de roquettes. Mais le blocus était là avec son cortège de souffrances, de privations et de rancœurs.

Le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et le parti socialiste ont condamné les tirs de roquettes et l'intervention israélienne. Toutefois, la question n'est pas de distribuer les responsabilités d'hier mais de prendre nos responsabilités pour distinguer et proposer. Il faut dire, en France et hors de France, qu'il n'y a pas de peuple juif ni de peuple palestinien collectivement responsables ; il faut dire qu'Israël ne vivra pas en paix en faisant la guerre ; mais il faut dire également que ce n'est pas en proposant au peuple juif le cercueil ou la valise que les Palestiniens obtiendront un État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Il faut dire encore et toujours qu'il n'y a pas de solution militaire. Nous le savons. Une grande partie de la classe politique israélienne, particulièrement la droite israélienne, pense l'inverse. Du premier Sharon à Netanyau, elle chevauche un inquiétant complexe de Massada. La paix serait impossible car les conditions de survie d'Israël sont improbables. L'interdiction pour certains partis arabes de se présenter aux prochaines élections en Israël va dans ce sens. Cette vision n'était pas celle de Rabin ; elle n'est pas, non plus, celle de toute la société israélienne. C'est l'honneur de la démocratie israélienne que de permettre ce débat.

Dans le même temps le Hamas croit pouvoir réactiver « Septembre noir », ce moment en 1970 où le Fatah fut défait militairement et vainqueur politiquement. Ce sont des stratégies souvent suggérées par des puissances régionales ou motivées par des agendas américains ou européens, voire par des opportunités électorales, mais elles ne règlent rien. Elles créent au contraire les conditions du conflit suivant. Nous le savons : il n'y aura de solution durable et juste que politique.

M. Jean-Marc Ayrault. Très bien !

M. Jean-Christophe Cambadélis. Depuis soixante ans que dure ce conflit au Proche-Orient, nous avons désormais le recul historique pour comprendre qu'aucune victoire militaire momentanée n'a assuré à la société israélienne la possibilité de vivre durablement en paix.

Israël, en effet, n'affronte pas simplement des États ou des fractions armées dont elle pourrait détruire durablement le commandement et l'infrastructure. C'est pourquoi la seule solution passe par l'avènement d'une véritable *Realpolitik* israélienne, capable de se situer réellement dans le long terme. La disqualification successive de ses interlocuteurs est une impasse. Récuser le Fatah libère l'espace au Hamas, et ce processus est sans fin, avec des acteurs toujours plus radicaux. Israël doit revenir à l'intuition fondamentale d'Itzhak Rabin : « Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, mais je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme ». Combattre les attaques du Hamas contre son territoire n'empêche pas de discuter simultanément les conditions de la paix avec les interlocuteurs du camp d'en face. De même, ni la division du peuple palestinien ni son affrontement militaire interne ne renforcent sa cause. Quant à l'espoir de détruire l'État d'Israël pour instaurer un État peut-être islamique aux portes de l'Europe, ce projet qui est porté par la charte du Hamas mais n'est plus, semble-t-il, celui de tous les responsables du mouvement, est inacceptable : ce n'est qu'une illusion, source de souffrances pour le peuple palestinien. Yasser Arafat avait rompu avec la charte de l'OLP qui préconisait la destruction de l'État

d'Israël, pour avancer vers la paix et l'État palestinien. La seule solution est connue et reconnue. François Mitterrand l'avait affirmée à la tribune de la Knesset en 1982 : il n'y a pas d'autre solution au Proche-Orient qu'une paix juste et durable sur la base d'une double exigence : le droit de l'État d'Israël à l'existence et à la sécurité et le droit des Palestiniens à un véritable État viable dans lequel ils pourront mener une vie digne.

M. Jean Glavany. Très bien !

M. Jean-Christophe Cambadélis. Cette vision de la paix a pour fondement la légalité internationale construite par l'ensemble des résolutions des Nations unies, notamment la résolution 1397, qui reconnaît clairement l'existence d'un État palestinien à côté de l'État israélien, et la résolution 1402, qui exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés.

Cet objectif ne peut être atteint que par des négociations de paix entre les deux parties. Ceci fut accepté par tous, des accords d'Oslo à la conférence de Madrid ou lors de la rencontre de Taba en janvier 2001, en présence des représentants de l'Union européenne d'ailleurs. N'oublions pas non plus que les pays arabes ont eux aussi proposé un plan de paix globale en 2002, connu sous le nom de plan Abdallah, qu'ils ont réaffirmé en 2008. Nous connaissons donc tous les contours d'une véritable paix non seulement entre Israël et la Palestine mais entre Israël et ses voisins.

Mme Élisabeth Guigou. Très juste !

M. Jean-Christophe Cambadélis. Constatons que tous les points d'appui pour ce plan de paix se sont affaiblis dans tous les camps. C'est la raison pour laquelle le déblocage sera international. Israël refuse la résolution des Nations unies de cessez-le-feu. Nous le déplorons. Il faut proposer des résolutions contraignantes et utiliser la pression économique européenne. L'urgence est le cessez-le-feu, le retrait des troupes de Gaza, l'ouverture de couloirs humanitaires, l'envoi d'une force internationale protégeant les populations et garantissant la sécurité de tous.

Évidemment, on trouvera la vraie solution aussi bien à Washington qu'à Tel-Aviv, au Caire ou à Damas, surtout lorsqu'on ne peut, ou qu'on ne veut pas, aller jusqu'à Téhéran. Les États-Unis ne peuvent plus soutenir économiquement et militairement Israël sans contrepartie. Voilà pourquoi nous vous préférons, monsieur le ministre, aux Nations unies faisant voter un cessez-le-feu plutôt que soutenant du bout des lèvres le cavalier seul du Président de la République au Proche-Orient.

Il fallait, en l'espèce, jouer plus vite et plus nettement la carte d'une solution globale prônée conjointement par les Nations unies, par l'Europe et, si possible, par les États-Unis. Le multilatéralisme n'est pas un idéal abstrait, une perte de temps qui engendrerait la dilution pratique de la capacité d'influence des nations. Dans le monde d'aujourd'hui, l'approche multilatérale est au contraire une condition d'exercice efficace de la puissance. Ce cavalier seul a été une erreur parce qu'il est contraire à la nécessité et à la volonté de bâtir une politique étrangère européenne.

C'est précisément face à la crise, hier dans les Balkans ou en Irak, que se saisit ou se perd l'occasion de cette affirmation et de cette émergence. La question du rôle et de la place de l'Europe dans le monde dépend moins, en vérité, des avancées institutionnelles et juridiques dont nous ne cessons de débattre, que de ce qui se construit, se cristallise dans des épreuves comme celle que nous traversons. C'est dans des moments comme celui-ci que l'image de l'Europe – dont il s'agit de savoir si elle doit être une puissance

politique intégrée ou une simple zone de coopération économique – se constitue pour ses propres peuples et pour le reste du monde.

Tout doit être tenté pour la paix, évidemment, mais était-il judicieux de faire cavalier seul, « kidnappant » au passage le plan égyptien, alors que s'achevait la présidence française de l'Europe et que nous professons le multilatéralisme ?

M. le président. Merci de bien vouloir conclure, monsieur Cambadélis.

M. Jean-Christophe Cambadélis. Monsieur le ministre, était-il juste, par ailleurs, d'organiser le *forcing* diplomatique pour obtenir dès décembre 2008 un « rehaussement » du rapport entre l'Europe et Israël malgré l'avis négatif du Parlement européen ? Les socialistes de tous les pays d'Europe voteront à l'unanimité contre cette disposition tant que l'État d'Israël ne respectera pas le droit humanitaire international tel que le prévoit la résolution adoptée.

Ce débat est utile mais, aussi bienvenu qu'il soit, il vient un peu tard, vous en conviendrez, monsieur le ministre.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Ce n'est pas un débat !

M. Jean-Christophe Cambadélis. Plus les débats se tiennent tôt, plus ils ont d'ampleur et plus ils nous permettent de clarifier la position de la France et d'isoler ceux qui veulent ajouter à la guerre là-bas, la haine ici. Nous les condamnons. Nous condamnons tout acte antisémite avec la dernière énergie.

Je conclurai en affirmant que si notre communauté nationale n'est pas ennemie des communautés, elle n'est pas leur juxtaposition, elle est encore moins l'addition de drapeaux de nations en guerre. Elle n'en a qu'un et il est bleu-blanc-rouge. Elle n'a qu'une volonté : la paix là-bas, la République ici ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean-Michel Boucheron. Très bien !

M. Jean Glavany. Bravo !